

Nicolai Petro : pourquoi l'Occident craint des pourparlers directs Ukraine-Russie

Nicolai N. Petro est professeur de science politique à l'Université de Rhode Island et a auparavant été l'assistant spécial du Département d'État américain chargé de la politique relative à l'Union soviétique. Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack: <https://glennndiesen.substack.com/> X /Twitter: https://x.com/Glenn_Diesen Patreon: <https://www.patreon.com/glenndiesen> YouTube: <https://www.youtube.com/@GDiesen1> Soutenez la recherche : PayPal: <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Offrez-moi un café : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me: <https://gofund.me/09ea012f> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bon retour à tous. Nous retrouvons le professeur Nikolaï Petro, professeur de sciences politiques à l'université de Rhode Island, qui a également été assistant spécial du département d'État américain chargé de la politique concernant l'Union soviétique. Merci donc de revenir dans l'émission. C'est un plaisir d'être à nouveau avec vous, Glenn. Eh bien, je pense qu'il devient de plus en plus évident que les conflits des États-Unis avec la Russie, l'Iran, la Chine — et on peut en ajouter d'autres — sont étroitement liés. Une grande partie du discours venant de Russie, mais aussi de ces deux autres États, consiste à dire qu'il s'agit, dans une large mesure, de conflits autour d'un ordre mondial en pleine transformation. Cela pourrait expliquer pourquoi ils sont prêts à prendre autant de risques. Je me demandais donc comment vous percevez ce discours, par rapport à votre propre analyse du système international actuel ?

#Nicolai Petro

J'ai suivi la doctrine de politique étrangère russe pendant très longtemps, pendant des décennies. Pas celle des autres pays qui font aujourd'hui partie des BRICS et qui sont, sur le plan des idées, alliés à la Russie. Mais du point de vue russe, ce que nous entendons aujourd'hui n'est pas vraiment nouveau. C'est plutôt une clarification, une façon de préciser davantage le type d'ordre multipolaire que la Russie cherche à créer, j'imagine avec ses alliés. Le problème a toujours été que très peu d'acteurs occidentaux, surtout au sein des gouvernements, ont pris cette rhétorique au sérieux, peu importe de qui elle émanait.

Cela venait aussi de Chine, d'Inde et de Russie. Mais ils n'avaient tout simplement aucun moyen d'aborder ces préoccupations dans le contexte d'une Amérique égocentrique et autosatisfaite. Je veux dire, quiconque a vécu ici, même brièvement, sait que, pour la plupart des Américains, le reste du

monde n'est qu'un concept très flou. Et malheureusement, c'est particulièrement vrai en matière de politique étrangère. YouTube regorge de vidéos montrant de jeunes gens interrogés dans la rue, à qui l'on demande de situer sur une carte : où est l'Iran ? Où est l'Inde ? Où se trouve tel ou tel pays qui fait la une de l'actualité à ce moment-là ? Et l'immense majorité se trompe.

Donc, j'imagine que cela prouve simplement ce qu'a dit H. L. Mencken, le célèbre satiriste américain du siècle dernier : « Les Américains apprennent la géographie par la guerre. » Mais apparemment, à l'époque moderne, même la guerre ne parvient pas à briser cette barrière qui empêche la compréhension et la conscience géographique. Je pense donc qu'il n'y a rien de fondamentalement nouveau ici. C'est plutôt un approfondissement du concept. Le concept de multipolarité et d'identité civilisationnelle, à mon avis, doit vraiment être davantage discuté dans la littérature universitaire et par les journalistes, par des journalistes réfléchis. C'est de là que viendra le cadre conceptuel, s'il parvient à s'enraciner.

Ce n'est pas un hasard. Et cela nous en dit long sur notre époque. Le terme « BRICS » a tout simplement été inventé par un analyste financier, Jim O'Neill, qui a dit : « Regardez, il y a ce groupe de nations, et elles sont en plein essor. Pendant ce temps, une grande partie des marchés financiers occidentaux traditionnels, là où les gens investissent, stagne. » Il lui a simplement donné un nom. Il a commencé à les appeler les BRICS. Et les universitaires comme les analystes ont repris cette expression dans les médias grand public. Malheureusement, du moins jusqu'à présent, il n'y a pas eu la même réaction. Cela ne s'est pas produit avec le concept de multipolarité, ni avec l'idée d'une identité civilisationnelle, ni avec ce que pourrait être une politique étrangère civilisationnelle. Et surtout, avec ce que cela pourrait représenter pour les États-Unis, vu d'un point de vue américain.

Si nous prenions au sérieux l'idée que l'Amérique est, d'une certaine manière, une civilisation, que défendrait cette civilisation ? En quoi se distinguerait-elle des autres civilisations ? Et quelle devrait être sa relation avec elles, quels moyens de coexistence devrait-elle adopter ? Je suppose que nous n'avons pas cela, parce que notre politique étrangère reste, pour l'essentiel, marquée par le débat entre les libéraux et les réalistes. Les réalistes disent donc, en gros — je généralise, mais je pense que c'est juste — que ce type d'identité est secondaire par rapport à la volonté fondamentale des nations de survivre et d'étendre leur puissance, afin de garantir leur propre sécurité, et, si elles le peuvent, leur sécurité et leur influence. Ils ne s'intéressent donc pas à la manière dont les autres se définissent, à leurs identités.

Je pense que John Mearsheimer est très clair là-dessus. Il dit que ça n'a pas vraiment d'importance. Il a d'ailleurs eu des débats intéressants en Chine, avec des universitaires chinois, sur cette question. Mais je ne pense pas que, à ma connaissance, il ait beaucoup changé de point de vue. Les libéraux, eux aussi, tournent en dérision l'idée de civilisation. Mais c'est parce que, selon eux, toutes les civilisations finiront par devenir la civilisation américaine. C'est simplement l'hypothèse libérale : au bout de l'arc-en-ciel, il y a l'ordre libéral américain — parfois qualifié d'ordre fondé sur des règles, parfois d'ordre capitaliste — qui dominera partout. Et ceux qui n'en feront pas partie seront sans importance. Donc, il n'est pas nécessaire d'identifier ce qui compte dans les autres civilisations, ni de

chercher une quelconque coexistence, parce que, comme l'a dit Marx, elles sont destinées à finir dans la poubelle de l'Histoire.

#Glenn

Quand on voit nombre de ces rencontres, notamment entre puissances eurasiatiques, que ce soit au sein des BRICS ou de l'Organisation de coopération de Shanghai, le discours s'articule souvent autour de ces concepts dont vous parliez : la multipolarité, la spécificité civilisationnelle. Et les conflits sont souvent définis en ces termes. Mais en Occident, quand nous parlons de ces conflits, nous avons tendance à employer d'autres mots. Nous parlons de défendre l'ordre international libéral. Voyez-vous là les deux faces d'une même pièce ? D'un côté, l'ordre international libéral, du côté occidental ; de l'autre, ce type de rhétorique qui structure les discussions ici. Car si l'on regarde du côté des BRICS ou de l'Organisation de coopération de Shanghai, ils parlent davantage de civilisations et de multipolarité.

#Nicolai Petro

Je ne pense pas que ce soit... Disons que deux faces d'une même pièce, cela implique que la pièce est unique et qu'elle a deux faces, mais qu'il existe un point commun fondamental. Dans ce cas, ce point commun ne va pas au-delà de l'aspiration à l'ordre, à un certain ensemble de règles. Et cela ne suffit pas pour parvenir à un accord. Je veux dire, tous les êtres humains qui vivent dans une société, je pense, s'organisent autour de certains principes et d'un certain ordre. Et pourtant, c'est précisément sur cela qu'ils se battent, parce qu'ils ne peuvent pas s'accorder sur le sens de cet ordre, ni sur les idéaux que cet ordre devrait promouvoir. Donc, on ne peut pas vraiment s'appuyer là-dessus si l'on espère une forme de ce qu'on appelait couramment, à la fin des années mille neuf cent cinquante, et peut-être encore davantage au début des années mille neuf cent soixante, la théorie de la convergence.

Il y a eu une période où la théorie de la convergence était très populaire. Elle s'appliquait aux systèmes capitalistes comme aux systèmes communistes. L'argument était le suivant : en raison des similitudes fonctionnelles dans la manière dont opèrent les grandes structures politiques et économiques, les ressemblances entre ces structures, dans les pays communistes et dans les pays capitalistes, finiraient par l'emporter. Leurs différences de valeurs s'éroderaient complètement. Et une future génération finirait simplement par comprendre que ce pour quoi ils se battaient était sans importance. Qu'ils devraient plutôt s'efforcer d'établir un cadre commun de comportement, fondé sur la compatibilité de leurs institutions, sur ce que ces institutions avaient réellement été conçues pour faire.

#Glenn

Mais si l'on regarde les intérêts de puissance de la Russie, d'un point de vue réaliste, ainsi que sa vision du monde — c'est-à-dire ce qui, selon elle, crée l'ordre, qu'il s'agisse de la multipolarité ou de

la préservation des particularités civilisationnelles — comment cela se traduit-il dans les objectifs de guerre russes ? Car il semble que les Russes soient en train de l'emporter sur le champ de bataille. Il n'y a pas de négociations de paix sérieuses à l'horizon. Et cela semble plus ou moins correspondre à l'idée russe selon laquelle la paix devra se décider sur le champ de bataille. Qu'est-ce que cela signifie exactement ? Selon vous, quelle est la stratégie finale de la Russie ?

#Nicolai Petro

Je pense que ce n'est pas la paix qui s'établit sur le champ de bataille. Ce serait un paradoxe intéressant, mais je ne pense pas que ce soit ce qui va se produire, ni même que cela puisse un jour se produire. Ce qui se joue sur le champ de bataille, autrement dit, c'est la capacité à mettre fin au conflit tout en conservant ses objectifs initiaux. En d'autres termes, la puissance vaincue ne se considère comme vaincue que sur le champ de bataille, mais pas dans l'image qu'elle a d'elle-même, ni dans son esprit. À moins que, comme cela arrive, ou est arrivé parfois dans l'histoire, le pays vaincu soit physiquement occupé, que ses élites soient écartées et rééduquées, et que la puissance occupante investisse dans la rééducation de toute la population, en contrôlant tous ses médias publics et ses ressources éducatives.

Et c'est la leçon que certains analystes libéraux tirent de la Seconde Guerre mondiale. En gros, chaque fois que nos efforts de construction nationale échouent, comme ils ont échoué depuis la Seconde Guerre mondiale, c'est parce que nous n'avons pas investi autant que nous l'avions fait à l'époque. C'est une hypothèse intéressante, parce qu'elle suppose que nous pourrions faire quelque chose de similaire dans des pays comme l'Irak, l'Afghanistan, peut-être le Venezuela aujourd'hui, ou ailleurs. Et ce modèle devient, essentiellement, une version actualisée des administrations coloniales. Nous arrivons donc dans les colonies avec le savoir-faire démocratique et économique américain, et nous l'imposons. Mais il faut être prêts à faire ça pendant... Et cette question a d'ailleurs été étudiée par des politologues qui défendent parfois cette idée. Combien de temps cela devrait-il prendre ?

Eh bien, je me souviens d'enquêtes menées lorsque j'étudiais cette question en Allemagne. Il y avait notamment une enquête mondiale sur les valeurs, très connue, menée depuis le Michigan. Elle retraçait l'évolution de l'attitude de la population allemande à l'égard de l'autoritarisme après la Seconde Guerre mondiale. Ils avaient donc trouvé un moyen de mesurer si les Allemands étaient devenus moins autoritaires à la suite de l'occupation et du plan Marshall, après la Seconde Guerre mondiale. Et ils ont constaté que le point de bascule était survenu lorsque les Allemands étaient devenus, selon l'enquête, sensiblement moins autoritaires qu'ils ne l'avaient été pendant la Seconde Guerre mondiale, et avant celle-ci. Mais cela n'est arrivé qu'en mille neuf cent soixante et onze. Alors, faisons le calcul : quarante-cinq, cinquante-cinq, soixante-cinq, puis encore cinq ans, dirais-je. Cela fait donc vingt-cinq ans, d'accord ?

#Nicolai Petro

C'est donc une façon de voir les choses. Si c'est seulement faisable, il faut se préparer à investir massivement, pendant au moins vingt-cinq ans, dans le pays qu'on veut transformer. La question à poser à nos élites politiques actuelles serait donc la suivante : est-ce possible ? Est-ce souhaitable ? Et bien sûr, n'oublions pas que nous parlons de l'Allemagne. C'est un pays qui a une forte tradition européenne, une forte proximité culturelle. C'est un pays familier dans le contexte culturel européen et américain. Ce n'est pas le cas de l'Afghanistan. Ce n'est pas le cas de l'Asie, ni de l'Afrique, et probablement pas vraiment non plus de l'Amérique latine, où les positions extrêmes semblent osciller entre proximité avec l'Amérique latine et antipathie à son égard, selon les personnalités des deux côtés. Je pense donc que c'est une proposition très difficile et, à mon avis, comme le pensent la plupart des réalistes, irréalisable. Et les réalistes la rejetteraient certainement par principe.

#Glenn

Mais diriez-vous que cela fait partie du conflit autour de l'Ukraine ? Parce que ça semble bien être le cas. En raison des divisions internes en Ukraine, l'Occident comme la Russie ont chacun leur propre projet de construction nationale, disons. Parce que maintenant que l'OTAN a, en quelque sorte, absorbé une partie de la souveraineté de l'Ukraine, on voit que la logique, ou la rhétorique, de l'OTAN consiste à dire : nous démocratisons l'Ukraine. Plus elle se tourne vers l'Ouest, plus nous pouvons lui inculquer ces valeurs et, au fond, la transformer. Alors que les Russes voient ce processus très différemment. Ils disent : eh bien, l'OTAN est entrée, elle a en quelque sorte pris le contrôle d'une partie de la gouvernance. Et maintenant, avec les nationalistes, elle purge l'opposition politique, purge les médias, purge la culture, la liberté religieuse, la langue, la mémoire historique. Et, encore une fois, elle restructure l'identité nationale autour des nationalistes de l'ouest de l'Ukraine.

Mais on entend aussi, dans la rhétorique russe — chez certains commentateurs, vous savez — que, une fois l'Ukraine vaincue, il ne faudrait pas seulement un changement de régime. Il faudrait aussi, en fait, revenir sur tout ce qui a été fait en Ukraine depuis deux mille quatorze. Est-ce donc une manière de voir le conflit : comme une construction nationale concurrente, si l'on peut dire ?

#Nicolai Petro

Oui, je pense que c'est la perspective à plus long terme, que nous commençons seulement maintenant, je crois, à comprendre intellectuellement, parmi les analystes. Ceux qui disent que ce n'est pas une guerre qui dure, vous savez, depuis cinq ans, ou treize ans, ou encore quatre ans, encore dix ans, en remontant à deux mille quatre... Ce projet s'inscrit dans le long terme. Il vise à renverser ou à changer le régime en Russie. Et si nous renversons le régime en Russie, cela ouvre au moins la possibilité de transformer le poids géopolitique de la Russie dans le monde. Ce qui, au final, ne peut être accompli qu'en la démantelant. Elle est trop grande. Elle est trop grande pour qu'on puisse la gérer comme adversaire.

Elle a trop de ressources, elle est trop bien dotée. Et par conséquent, il faut trouver un moyen de vaincre la conscience impériale russe, son sentiment d'identité en tant qu'État multinational et multiethnique, afin de la diviser, au bout du compte. Car c'est la seule véritable garantie d'une victoire occidentale, ou de la sécurité de l'Occident. Donc, oui, je suis d'accord : cette analyse est correcte. L'Occident a son ambition à long terme, et la Russie a la sienne. Et je le tiens pour acquis. Ce que je trouve intéressant à débattre aujourd'hui, c'est de savoir, compte tenu de la géographie, de la culture, de la religion et de la langue, quelle vision a le plus de chances de l'emporter avec le temps : dans vingt, trente, quarante ou cinquante ans ?

Qui a les meilleures cartes à jouer, pour reprendre la terminologie de Trump, dans cette partie de poker où il s'agit de savoir qui fera basculer l'Ukraine dans son camp : l'Occident ou la Russie ? Et je ne vois pas vraiment, dans aucun de ces domaines — disons, dans cet ensemble culturel et historique qui a défini l'identité ukrainienne au fil du temps, et qui nous a donné l'Ukraine, au fond, ainsi que la conscience d'un peuple ukrainien — sur quoi l'Occident pourrait s'appuyer pour l'attirer de son côté. Je veux dire, avec la Pologne, vous savez, ça a commencé au dixième siècle, n'est-ce pas ? Et il a fallu sans cesse se battre pour cela, avec le soutien de l'Église catholique et des chevaliers teutoniques allemands.

Et même cela a été un conflit très sanglant et incertain, jusqu'à ce que les dimensions de la Pologne soient réduites par rapport à celles de la République des Deux Nations polono-lituanienne. Le tiers oriental du pays, majoritairement orthodoxe, a été sacrifié pour nous donner une Pologne bien plus petite, mais homogène, qui pouvait plausiblement être considérée, sur le plan culturel, comme faisant partie de l'Occident. Il n'y a qu'une seule région d'Ukraine où une stratégie similaire pourrait, de façon plausible, être poursuivie : les quatre provinces occidentales de la Galicie historique et de la Volhynie, au nord. Donc, dès qu'on va plus à l'est ou plus au sud, dans l'Ukraine actuelle, il y a très peu d'éléments sur lesquels on puisse compter. C'est pourquoi l'Occident ne formule aucun argument culturel. Il avance un argument économique. Il dit : oubliez tout ça. Si vous rejoignez l'Occident maintenant, aujourd'hui, nous avons un accord spécial pour vous.

C'est comme une vente de liquidation, vous voyez ? C'est : dépêchez-vous, dépêchez-vous, dépêchez-vous, achetez maintenant, sinon le prix... enfin, cette offre disparaîtra aujourd'hui ou demain. Donc, l'argument, c'est que si l'Ukraine s'engage, alors l'Occident investira massivement et soutiendra financièrement le bien-être des Ukrainiens. Les Ukrainiens, les Ukrainiens moyens, y voient la promesse d'élever leur niveau de vie au niveau de celui d'un Norvégien, par exemple, ou d'un Polonais, ou quelque chose comme ça. En tout cas, à un niveau bien, bien supérieur à ce qu'il a jamais été. Et malheureusement, cet effet ne s'est pas produit. Ça, c'est le premier argument : l'argument économique. L'autre, c'est l'argument sécuritaire, qui est en train de s'effondrer au moment même où nous parlons.

Car aujourd'hui, les arguments ne manquent pas dans les médias ukrainiens, à la Rada ukrainienne, et même chez certains anciens responsables gouvernementaux de rang inférieur, qui parlent franchement. Ils disent : « L'Occident nous a menti de façon répétée sur le type de soutien qu'il

comptait nous apporter. Nous avons supposé que, lorsqu'ils disaient : "Nous sommes totalement engagés et nous vous soutenons par tous les moyens possibles", cela voulait réellement dire un soutien militaire complet. Mais, au final, ce soutien s'est révélé insuffisant. Insuffisant sur le plan financier, même pour la guerre, sans parler de la défense de l'Ukraine. » Et c'est désormais une crise existentielle pour l'élite ukrainienne. Une crise qui ne peut vraiment pas être résolue tant que la guerre continue, parce que la première chose à faire, c'est de défendre son pays.

Une fois que le conflit sera terminé, que le conflit militaire aura été réglé, il y aura toutefois des comptes à rendre avec tous ceux qui ont promis que la vie serait bien meilleure si l'Ukraine suivait cette stratégie occidentale. Et je pense que les arguments politiques — pas pro-russes, car ils seront écartés sous cette étiquette — ne seront pas pro-russes. Mais il y aura une place, non pas pour des partis politiques pro-russes, mais pour des partis pro-ukrainiens qui diront : « Nous avons été soumis, et les Russes ont tenté de nous soumettre. Et, en même temps, l'Occident nous a menti. Par conséquent, nous devons compter avant tout sur nous-mêmes. » Et je pense que cela suscitera une attention considérable après la guerre.

#Glenn

Oui, parce que j'allais dire que l'Ukraine n'aurait pu être utilisée comme un État mandataire que si... enfin, cela n'aurait pas été possible si elle n'avait pas été aussi divisée de l'intérieur, c'est-à-dire entre l'Est et l'Ouest. Bon, je ne veux pas trop simplifier, il y a aussi d'autres éléments. Mais comment voyez-vous, disons, l'évolution de cette division interne en Ukraine ? Parce que l'Ukraine de mille neuf cent quatre-vingt-onze à deux mille quatorze, ce n'est évidemment plus la même Ukraine. Mais nous ne savons pas vraiment grand-chose de l'opposition, parce qu'elle est, comme je l'ai dit, purgée.

Mais à quoi pensez-vous que cela pourrait ressembler après cette guerre ? Parce que je pense aussi que c'est probablement dans cette direction qu'ils vont aller. La conclusion, après cette guerre, ce sera que l'Occident les a utilisés comme un État par procuration, et que les Russes les ont détruits et leur ont retiré des territoires. Donc, je ne pense pas qu'ils seront, dans un avenir proche, massivement pro-OTAN ou pro-russes. Mais ils ne formeront pas pour autant un groupe homogène. Alors, comment voyez-vous évoluer le sentiment national en Ukraine après cette guerre ?

#Nicolai Petro

Donc, en deux mille vingt-deux, après l'invasion, j'ai été frappé par le nombre de journalistes et d'analystes politiques qui soulignaient que cette attaque de la Russie n'avait pas encore fondamentalement changé la vision du monde que les gens avaient avant la guerre.

#Nicolai Petro

Mais avec le temps, je pense que les positions se sont durcies et figées. Et par conséquent, nous avons toujours des récits très différents, et des perceptions très différentes du rôle de l'Ukraine en Europe et dans le monde. Pour parler de la manière dont cela pourrait évoluer à l'avenir, nous avons besoin de davantage d'informations que celles dont nous disposons aujourd'hui. Parce que, premièrement, nous ne savons pas quelles seront les frontières de l'Ukraine. Et donc, nous ne savons pas non plus quelle sera la population à l'intérieur de ces frontières. Car si l'on parle de l'est et du sud de l'Ukraine, je pense qu'ils restent, comme cela a toujours été le cas, largement russifiés. Quant à l'ouest de l'Ukraine, il reste, comme cela a toujours été le cas, largement russophobe.

Dans le centre, où les gens parlent, dans l'ensemble, je veux dire, au quotidien, une sorte de mélange d'ukrainien et de russe qu'on appelle le sourjyk. Mais dans ces régions, le soutien à l'indépendance ukrainienne et à l'identité ukrainienne s'est nettement renforcé. Mais nous ne savons pas comment tout cela va se dérouler, parce que nous ne savons pas, là encore, qui votera. D'abord, parmi les personnes qui se trouvent en Ukraine. Ensuite, qu'en est-il des personnes qui sont hors d'Ukraine, mais qui sont techniquement toujours citoyennes ukrainiennes ? Parmi elles, auxquelles le gouvernement permettra-t-il de voter tout en vivant à l'étranger ? Auxquelles permettra-t-il de revenir en Ukraine, et à quelles conditions ? Eh bien, là aussi, c'est une grande inconnue.

On pourrait penser que l'Ukraine a connu un déclin démographique si désastreux, perdant environ la moitié de sa population à cause de la guerre et de l'immigration, qu'elle accueillerait favorablement le retour de chaque Ukrainien. Mais, si l'on écoute les responsables ukrainiens, ce n'est pas le cas depuis deux mille quatorze. Des plans publics ont été adoptés par le ministre de l'Intérieur, puis plus tard par le ministre de la Défense, Reznikov. Ils concernaient la Crimée libérée et les zones libérées du Donbass, après une victoire de l'Ukraine dans ces régions, avant deux mille vingt-deux. Ces plans prévoyaient l'expulsion de centaines de milliers de personnes que l'État jugeait déloyales. Ils envisageaient donc, en substance, leur propre campagne de dépeuplement, afin de ne conserver que les personnes que les nationalistes considèrent comme de vrais, de vrais Ukrainiens.

Et le profil du vrai Ukrainien est très étroit. C'est quelqu'un qui ne parle qu'ukrainien, par choix personnel autant que par obligation politique. Quelqu'un qui vote précisément pour l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN et à l'Union européenne. Et, s'il est croyant, quelqu'un qui est un fidèle de l'Église grecque-catholique ukrainienne. Il existe aussi une alternative plus ou moins acceptable : l'Église orthodoxe d'Ukraine, qui est la version de l'Église orthodoxe soutenue par l'État. Mais les idéologues du mouvement national ukrainien ne sont jamais issus de la communauté orthodoxe. Ils sont venus de la communauté grecque-catholique, qui a toujours été historiquement implantée dans l'ouest de l'Ukraine. Donc, comme l'a dit l'ancien président Kravtchouk, vous savez, le grand problème de l'histoire ukrainienne a été la volonté de la Galicie d'étendre sa propre vision de l'identité ukrainienne à l'ensemble du pays. Et cela a suscité une résistance dans le reste du pays.

Cela n'a pas changé. Et on le voit encore se manifester au quotidien, notamment dans la façon dont l'État augmente les amendes pour l'usage public de toute langue autre que l'ukrainien — enfin, plus

précisément, le russe. Et puis, vous savez, il y a les efforts visant à façonner les programmes scolaires nationaux, les programmes d'histoire, pour ne mettre en avant que des héros nationaux d'Ukraine occidentale. Même pendant la Seconde Guerre mondiale : des gens que, historiquement, nous avons considérés en Occident comme des collaborateurs nazis sont élevés au rang de véritables héros de l'Ukraine. Et les quatre-vingt-quinze pour cent de soldats soviétiques ukrainiens qui ont combattu dans l'Armée rouge sont, en quelque sorte, présentés comme ayant des motivations douteuses, parce qu'ils se sont battus contre ceux qui voulaient l'indépendance ukrainienne sous un régime fasciste ou en alliance avec l'Allemagne nazie.

Tout cela n'annonce en rien une résolution pacifique, ni une future réconciliation. Et pourtant, je pense qu'il y a toujours eu des appels à la réconciliation. Il y a toujours eu des appels à des gouvernements d'unité nationale. Et pourquoi ne pas éviter de politiser les choix individuels des gens ? Qu'il s'agisse de parler telle langue, d'aller dans telle église, ou d'avoir leurs propres célébrations communautaires, quelles qu'elles soient. Pourquoi ne pas avoir une identité ukrainienne inclusive, plutôt qu'exclusive ? Pour l'instant, ce n'est pas à l'ordre du jour. Et j'allais mentionner autre chose.

Donc, récemment encore, on a vu que même aujourd'hui, en pleine guerre, cette question n'est pas réglée. Et cela influence l'attitude des gens envers la guerre elle-même. Des chanteurs populaires ont récemment déclaré, vous savez : « J'en ai assez d'être forcé d'éviter de parler ma langue maternelle, le russe. Je suis pourtant fier d'être ukrainien, je soutiens l'effort de guerre. Mais j'en ai assez qu'on me dise que je ne peux pas être un vrai Ukrainien si je parle une autre langue. » Et ce genre de mesquins efforts pour offenser les gens en fonction de leur éducation, des familles dans lesquelles ils ont grandi et de leur histoire, n'augure rien de bon pour un avenir pacifique et prospère de l'Ukraine après la fin de la guerre.

#Glenn

J'allais dire que cet argument, ou un argument similaire, a été avancé par l'ancien conseiller de Zelensky, vous le savez, Oleksii Arestovych. Il a souligné que c'était probablement la plus grande erreur de l'Ukraine : avoir laissé cette identité minoritaire, celle des partisans de Bandera, imposer essentiellement sa position à l'ensemble du pays. Car ce qu'ils ont fait, c'est aliéner d'immenses parties du pays, puis leur demander de mourir pour cette nouvelle Ukraine.

#Nicolai Petro

Pour quoi sommes-nous en train de mourir ? Pour une Ukraine qui ne nous accepte pas ? Pourquoi est-ce que je me bats, si je ne peux pas me battre pour un pays où je serais reconnu et apprécié comme un citoyen loyal ? Il y a un autre aspect, dont je pense que les gens ne parlent pas. Disons que vous êtes Ukrainien, quelque part dans le centre du pays. Pas Ukrainien de l'Ouest. Vous pensez et vous avez grandi uniquement dans cette culture bien précise. Vous êtes donc quelque part au milieu. Et puis il y a l'Est de l'Ukraine, qui est maintenant sous contrôle russe.

Mais en réalité, dans ces territoires, supposons qu'ils restent russes après la guerre. Techniquement, ils feront partie de la Russie. Mais, sur le plan idéologique et en termes d'aspirations politiques, le gouvernement actuel, et sans doute tous les gouvernements futurs, continueront de dire : ce sont des Ukrainiens, et nous voulons les récupérer. En fait, vous aurez là deux modèles concurrents de l'identité ukrainienne, qui coexisteront. D'un côté, le nationalisme occidental. De l'autre, une partie orientale où les gens pourront librement choisir de parler russe ou ukrainien. Espérons que ce sera le cas. Je comprends qu'à présent, dans les écoles, on s'efforce vraiment de réintroduire et de renforcer l'usage du russe, qui, depuis les trente dernières années, a été subordonné à la langue officielle de l'État.

Mais je pense que, historiquement, ces territoires — le Donbass, la Novorossia jusqu'au sud, et même la Crimée, même si la Crimée est un cas différent — ne vont pas cesser de se considérer comme ukrainiens. Ils diront : « Nous sommes russes et ukrainiens », ce qu'ils ont toujours été et ce qu'ils ont toujours pensé être, depuis que ces régions existent sous cette forme. Il y aura donc deux modèles concurrents, qui chercheront à gagner la sympathie des populations entre les deux. Et je dirais que la coexistence à la russe — dans les régions de l'est de l'Ukraine où Russes et Ukrainiens pourraient vivre ensemble, si les choses tournent ainsi — exercera un puissant attrait sur l'Ukraine centrale. Probablement davantage qu'un nationalisme ukrainien dur et étroit, défendu par l'ouest de l'Ukraine.

#Glenn

Donc, si vous avez deux identités en Ukraine, l'une selon laquelle les Ukrainiens et les Russes sont des peuples frères, et l'autre selon laquelle la culture russe n'est qu'un vestige impérial qu'il faudrait, en substance, éradiquer du pays, alors évidemment, la première sera plus attrayante, je suppose.

#Nicolai Petro

L'essentiel, c'est que si l'on permet aux habitants de l'Est et à leurs familles de choisir dans quelle mesure ils veulent être ukrainiens, alors, à l'Ouest, ils n'auront pas ce choix. Ils n'auront même pas la possibilité de s'identifier à l'identité historique russe de ce qui était autrefois connu comme l'Ukraine occidentale, autrement dit la Russie rouge. Et, à l'époque de la Première Guerre mondiale, c'était l'une des régions les plus patriotes, soutenant l'effort de l'Empire russe contre l'Autriche-Hongrie.

#Glenn

Bon, une dernière question : avec tous ces problèmes internes, quel impact cela a-t-il sur la capacité de Zelensky et de son entourage à se maintenir au pouvoir aujourd'hui ? On voit beaucoup de fissures dans l'armée, dans l'économie, et sur le plan social. Les rafles dans les bus commencent vraiment à susciter beaucoup de colère. Et, bien sûr, il y a une crise politique qui continue de couvrir. Tout cela semble converger. Alors, à quel moment ces questions identitaires sont-elles

affectées par cette situation ? Combien de temps Zelensky peut-il encore garder tout cela sous contrôle ? Et à partir de quand est-ce que tout commence à s'effondrer ?

#Nicolai Petro

Je ne pense pas que Zelensky ait le choix, tant qu'il est au pouvoir, sinon de faire semblant d'être aux commandes. Je reformulerais donc la question ainsi : qu'est-ce qui pourrait le conduire à démissionner ? Je ne pense pas que l'Occident, dans pratiquement aucune circonstance prévisible à court terme — sauf effondrement manifeste et catastrophique du front — soutiendrait l'éviction de Zelensky. Parce que les dirigeants politiques occidentaux ont trop d'antécédents avec lui. Tous les dirigeants politiques occidentaux... il y a trop de photos d'eux avec lui, trop de déclarations louangeuses disant qu'il est le dirigeant indispensable de l'indépendance ukrainienne, que personne d'autre que Zelensky ne peut faire l'affaire, et ainsi de suite. Ils l'ont soutenu jusqu'au bout, y compris lorsqu'il a reporté les élections et mis la Constitution entre parenthèses. Tout cela a été décrit en termes élogieux comme autant d'exemples de démocratie.

Il y a donc tout simplement trop de liens en jeu pour que les dirigeants occidentaux puissent, de manière crédible, rompre avec Zelensky au point de le pousser dehors. Mais s'il choisissait de partir, il pourrait y être encouragé. Et la seule raison pour laquelle je pense que la question reste encore ouverte aujourd'hui, et qu'il ne part pas, malgré tous les signes évidents des scandales de corruption qui se rapprochent, se resserrent et se concentrent de plus en plus sur l'entourage immédiat de Zelensky... c'est aussi la stratégie militaire, qui a échoué. Il a fait venir des réformateurs, puis il a renvoyé ces mêmes réformateurs. Le commandement militaire, c'est un jeu de chaises tournantes. Alors, quelle est la stratégie ? Personne ne le sait. Comment sortir de cette impasse sur la ligne de front ? Qu'est-ce qui va enfin faire basculer la situation en faveur de l'Ukraine ? Zelensky n'a pas de réponse à cela. Mais le problème, si on le remplace, c'est qu'il n'y a pas encore de meilleur candidat.

Regardez Fedorov, Mikhaïl, le jeune ministre de la Défense. Il a décollé comme une fusée, et puis pouf, il a disparu. Il n'est même pas resté en Ukraine, alors qu'il avait promis de le faire. Aujourd'hui, il est consultant stratégique auprès du ministre italien de la Défense. Autrement dit, il peut vivre en Italie jusqu'à la fin de la guerre et gagner de l'argent pour lui-même et pour ses entreprises. Alors, pourrait-on proposer la même chose à Zelensky, en Grande-Bretagne ? Bien sûr que oui. Et cela pourrait même être une option séduisante pour lui et sa famille. Mais cela ne résout pas le principal problème de l'Occident : qui pourraient-ils trouver qui aurait au moins une certaine autorité crédible en Ukraine, qui serait capable d'unir les différentes factions ukrainiennes, et qui serait redevable aux intérêts occidentaux ?

Parce qu'en ce moment, l'Occident tient Zelensky exactement là où il le veut. Cela veut dire qu'on peut le contraindre à faire des concessions, en le menaçant d'un scandale, en le menaçant de le désigner comme étant au cœur de la corruption. Mais cette stratégie a ses limites. Parce que s'ils vont trop loin, il peut prendre ses distances et dire : « Eh bien, je vais simplement... je vais négocier moi-même avec la Russie. » C'est la grande peur. La grande peur, en Occident, c'est que Zelensky

décide réellement, avec des membres clés de son entourage et de l'armée, d'entamer des négociations directes avec la Russie et de dire : « Au diable l'Occident. Nous avons menti. Vous ne nous avez pas donné l'aide dont nous avons besoin. »

Nous pouvons obtenir nous-mêmes un meilleur accord. Il est donc difficile d'évaluer jusqu'où l'Occident peut étendre son contrôle sur l'actuel gouvernement ukrainien. Mais encore une fois, il y a si peu de candidats alternatifs crédibles à Zelensky. Il a vidé le paysage politique, le terrain politique, de toute alternative viable à sa personne, en envoyant certains comme ambassadeurs ou, vous savez, en les gardant simplement à l'écart. Mais c'est très difficile à prévoir. Cela dit, je pense que s'il doit y avoir un changement dans le pouvoir politique et dans les politiques menées par le gouvernement, ce sera après le départ de Zelensky de ses fonctions, quelles que soient les circonstances.

#Glenn

Oui. Eh bien, Nikolai, merci beaucoup d'avoir pris le temps. Et oui, je sais que vous étudiez les rouages internes de l'Ukraine, alors merci de nous avoir fait part de votre point de vue.

#Nicolai Petro

Merci.